

M. GARIÉPY: Le greffier de la Chambre est absent en ce moment. J'aurais voulu lui dire que je crois interpréter les sentiments de l'ensemble des députés en le félicitant, lui si vert et si bien conservé, à l'occasion de ses soixante-dix ans, atteints tout récemment. M. Beauchesne nous fait honneur dans ce Parlement, il fait honneur à la race à laquelle il appartient, car il a réussi à se familiariser avec tous les secrets de la science parlementaire et à devenir une autorité sur les institutions britanniques. J'en parle avec aise parce que, il y a déjà longtemps, lui et moi passions au collège un baccalauréat. Autre coïncidence aussi, un de mes condisciples à la faculté de droit de l'université McGill, l'honorable juge Thibaudeau Rinfret, venait dans cet édifice récemment pour sanctionner des bills, comme député du Gouverneur général.

J'aime à mentionner ces noms parce qu'une partialité malhonnête—presse et orateurs—semble vouloir répandre dans ma province l'opinion que, dans la capitale du pays, il n'y a qu'un élément qui soit reconnu, que les fonctionnaires ne sont tirés que d'une province, d'une race, tandis que nous trouvons des noms canadiens-français partout; par exemple, à la Cour Suprême, l'honorable juge Robert Taschereau; à la Cour de l'Echiquier, l'honorable juge E.-R. Angers. J'étais, ce matin, chez l'imprimeur du Roi. J'ai trouvé là un ancien trifluvien avec le titre de sous-ministre, M. Edmond Cloutier. Il y a M. Jules Castonguay, directeur des élections, M. Felix Desrochers, bibliothécaire général, un autre de mes concitoyens, né pas bien loin de Trois-Rivières. M. Gustave Lanctôt, aux archives du Dominion, un historien de mérite et de grand talent. M. Arthur Thivierge, à la Commission du service civil. M. J.-E. St-Laurent, à la Commission des ports nationaux. M. Georges Bouchard, sous-ministre adjoint de l'Agriculture.

Monsieur l'Orateur, cette liste est peut-être incomplète, mais maintenant que la guerre est terminée depuis un an et que nous recommençons à organiser l'économie du pays, j'ai confiance que le Gouvernement du jour saura placer un plus grand nombre des nôtres dans des postes de sous-ministres dans les "spending departments", où l'on s'occupe d'administration, où l'on distribue des deniers publics et où l'on fait de la construction.

Je tiens à rendre hommage, toutefois, d'une façon toute particulière, au très honorable premier ministre (M. Mackenzie King) en sa

[M. Gariépy.]

qualité de secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, pour la reconnaissance qu'il a eue des talents des nôtres en nommant, par exemple, l'ancien juge Alphonse Turgeon, ambassadeur en Belgique; M. Jean Désy, au Brésil; le brigadier-général LaFlèche, ancien ministre de la Défense nationale, ambassadeur en Grèce; M. Henri Laureys, instituteur de grand mérite, de Montréal, au Pérou; M. Pierre Dupuy, un autre concitoyen qui a fait sa marque, ambassadeur en Hollande; le général Georges-P. Vanier, dans la vieille France; M. Emile Vaillancourt, l'ami des beaux jours, à Cuba.

Tous ces gens-là ont été nommés non par faveur, mais grâce à leurs hautes aptitudes, à leurs qualités, à leur habileté à saisir les problèmes du jour. Ils ont été désignés par le Gouvernement pour représenter notre pays à travers le monde. J'en suis fier et je désire rappeler à ma province qu'avec le régime sous lequel nous vivons, ce n'est pas l'ostracisme, c'est plutôt la liberté qui inspire nos dirigeants, et quand les nôtres ont les qualités requises pour remplir des fonctions importantes, on n'hésite pas à les mettre à la barre.

Des VOIX: Très bien!

M. GARIÉPY: A ce sujet, monsieur l'Orateur, je désire faire une mention spéciale. Je viens du comté de Trois-Rivières. Trois-Rivières fut la deuxième ville fondée en Amérique et c'est l'une des villes les plus françaises de l'univers; en tant que catholique, on y reçoit les enseignements de Sa Sainteté le Pape, qui a été une lumière durant les années de guerre et qui est aujourd'hui un phare durant les années de paix, alors qu'il fait des efforts considérables pour aider à régler les différends sérieux qui se présentent actuellement. Il est, en plus, monarque temporel depuis le règlement de la question des pouvoirs avec Mussolini. Conséquemment, je suis d'avis que l'heure est arrivée, pour le Canada, d'avoir un représentant à Rome, comme c'est le cas pour une foule de nations à travers le monde.

Incidentement, je ne voudrais déplaire à personne, mais j'ai une observation à faire qui est quelque peu pénible. Nous sommes dans un pays de liberté; je n'ai pas l'intention d'empêcher les fonctionnaires d'avoir leurs opinions, d'agir à leur guise, de défendre leurs idées; cependant, je me demande s'il est convenable que mon argent et les taxes que je paye, les impôts provenant de mes concitoyens, soient employés à verser le trai-